

EDITORIAL

L'institution de l'Ombudsman demeure une exigence démocratique



Hon. Edouard NDUWIMANA
Ombudsman de la République du Burundi.

Dans la majorité des démocraties, l'homologue de l'Ombudsman est Médiateur, Défenseur des Droits, Protecteur du citoyen, Avocat du peuple, Gouverneur des plaintes. Au de-là de ces différentes appellations, se trouve une Institution primordiale au bon fonctionnement d'une société démocratique. L'Institution de l'Ombudsman se veut être une passerelle entre l'Administration et le citoyen afin d'établir ou maintenir la confiance entre Administrés et l'administration, par le biais de la médiation

Le contact quotidien avec les citoyens et les démarches auprès des services publics font ressortir l'importance de maintenir constamment le cap sur le respect des citoyens et de leurs droits, et de demeurer vigilants à prévenir la répétition des fautes.

Bien que de plus en plus des services publics se fassent un devoir de reconnaître leurs erreurs, généralement commises sans mauvaise intention manifeste, et de rechercher un correctif approprié, certains autres demeurent réticents à faire en sorte que le citoyen qui a été ainsi lésé, soit compensé raisonnablement.

En vertu de son mandat, l'Ombudsman de la République assure la médiation entre l'administration et le citoyen, et joue le rôle d'observateur en ce qui concerne le fonctionnement de l'administration publique. Il participe au renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit ainsi qu'à l'amélioration des services fournis aux citoyens. Son action, différente de celle des tribunaux, permet maintes fois d'éviter des recours judiciaires, souvent long et onéreux. Sans se substituer aux tribunaux, il facilite la résolution, souvent, à l'amiable de nombreux litiges : C'est une « Force douce ».

L'Ombudsman de la République mène aussi une action préventive. Ainsi, il peut, en vue de corriger des situations préjudiciables et d'éviter leur répétition, attirer l'attention des services publics ou du gouvernement sur les réformes législatives, réglementaires ou administratives qu'il juge conformes à l'intérêt général.

L'efficacité de l'action de l'Ombudsman est essentiellement fondée sur sa capacité d'influence et de persuasion. Lorsque, après avoir formulé une recommandation, il juge qu'aucune mesure satisfaisante n'a été prise dans un délai raisonnable pour corriger adéquatement une situation, il en informe le Chef de l'Etat, le Président de l'Assemblée Nationale et celui du Sénat, par un rapport spécial qui doit être publié dans le Bulletin Officiel du Burundi.

La loi portant organisation, missions et fonctionnement de l'Ombudsman confère à ce dernier la mission d'exécuter, à la demande du Président de la République, des missions spéciales de rapprochement et de réconciliation sur des questions générales concernant les relations avec les forces politiques et sociales.

Pour l'Institution de l'Ombudsman qui vient de souffler la huitième bougie de son existence. En jetant un regard rétrospectif sur les traces des deux dernières années, le bilan s'avère largement positif malgré les difficultés liées aux moyens insuffisants pour assurer sa mission. Elle a démarré sa troisième année, de la deuxième Médiature, avec un nouvel élan, on ne peut plus décisif dans les domaines qui cadrent avec toutes ses missions constitutionnelles et légales.

Juma RUKUMBI

1. MEDIATION

Un espoir chez les fournisseurs de plants fruitiers : la liquidation définitive du dossier projetée au cours de cette année 2019

Après de multiples réunions, séances de médiation et entretiens tenus par l'Ombudsman burundais à l'endroit des fournisseurs des plants d'arbres fruitiers et l'autre partie au conflit à savoir, le Gouvernement du Burundi, l'Ombudsman a tenu le mercredi 09/01/2019 une séance de clôture dudit dossier qui remonte à 2011 et reçu en 2013 à l'Institution de l'Ombudsman de la République. Le Représentant du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage, était présent.

Cette séance s'inscrivait dans le cadre du suivi du dossier, en vue de tenir les plaignants informés sur les étapes déjà entreprises par l'Institution. Selon l'Ombudsman, le dossier avait atteint le niveau technique de clôture. Toutefois, il a promis de rester auprès de toutes les parties jusqu'à la liquidation définitive dudit dossier projetée dans les trois mois.

L'Ombudsman a exhorté les fournisseurs des plants fruitiers à continuer à attendre patiemment dans la paix, la tranquillité et l'entente mutuelle. Et d'ajouter qu'il ne reste qu'à signer une convention liant toutes les parties prenantes. L'Ombudsman a donc saisi l'occasion

pour transférer le dossier au représentant du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage qui va à son tour le présenter au Ministère en charge des Finances, du Budget et de la Coopération au Développement Economique pour le déblocage du solde restant dû aux fournisseurs.



L'Ombudsman remet le dossier au représentant du MINIEAGRIE

Les fournisseurs des plants fruitiers ont vivement remercié l'Ombudsman pour les efforts déployés en vue d'atteindre cette étape importante et lui ont demandé à continuer à jouer son rôle de Médiateur jusqu'à la fin.



Vue partielle des participants : Les fournisseurs se disent satisfaits de l'étape du dossier

Signalons qu'une partie du montant avait été octroyée pour les uns en totalité et d'autres partiellement, il y a quelques années. Ils demandent au Gouvernement du Burundi de lever la mesure d'exiger les impôts sur le montant restant, mais plutôt les payer la totalité du montant. Ils demandent également qu'il y ait signature d'une convention attestant l'étape déjà franchie et de vider la question même avant Mars 2019.

Ferdinand NDIHOKUBWAYO

L'Ombudsman exhorte les citoyens de la colline Kinyinya, zone Rukaramu à revendiquer leurs droits tout en sauvegardant la paix et la sécurité.

Les citoyens de la colline Kinyinya, zone Rukaramu, Commune Mutimbuzi province de Bujumbura, ont effectué un sit-in vendredi le 15/02/2019 devant les bâtiments du siège de l'institution. Ils accusaient certains responsables de l'administration de vouloir s'approprier leurs terres alors qu'ils ont déjà commencé à y ériger leurs habitations. Ils demandaient l'intervention de l'Ombudsman ainsi que la libération de 10 membres de leurs familles détenus à la prison de Mpimba pour avoir refusé de signer un document qu'ils disent frauduleux attestant que ces propriétés ne leur appartiennent pas et qu'ils les ont cédées.



Sit-in devant les bureaux de l'Ombudsman

Dans son message, l'Ombudsman a indiqué que c'est leur droit de saisir l'Ombudsman en tant qu'organe chargé de la médiation entre les citoyens et l'administration. Toutefois, il fait savoir que l'Institution n'a pas été prévue pour remettre en cause les décisions ou orientations du Gouvernement mais plutôt qu'elle est là pour conseiller le Gouvernement, pour atténuer, si besoin est, les conséquences sociales pouvant survenir en cas d'une décision de l'Etat. L'Ombudsman a indiqué qu'il a mené des contacts auprès des services habilités, lesquels lui ont promis que les 10 citoyens incarcérés allaient être libérés provisoirement.



L'Ombudsman exhorte la population à préserver la paix

L'Ombudsman exhorte les citoyens de Kinyinya à continuer à revendiquer leurs droits en respectant aussi ceux des autres en sauvegardant la paix et la sécurité. A l'endroit des responsables du Ministère en charge de la gestion des terres situées dans l'espace litigieux, l'Ombudsman leur a demandé d'arrêter ces constructions en attendant l'issue du dossier.

Les citoyens ont vivement remercié l'Ombudsman pour les avoir écoutés et leur avoir prodigué des conseils d'un bon père qu'il leur a délivrés.

Ferdinand NDIHOKUBWAYO

Une délégation de l'Ombudsman conduite par le Chef de Cabinet a effectué une descente sur la colline Gahoma, commune Mabayi pour la poursuite des enquêtes concernant le dossier d'une famille MINANI Scholastique portant plainte contre la société Tanganyika Mining Burundi (TMB).

Dans la poursuite des enquêtes suite à une plainte de la famille MINANI Scholastique contre la Société Tanganyika Mining Burundi, une délégation de l'Ombudsman conduite par son Chef de Cabinet s'est rendue pour la deuxième fois sur le lieu litigieux situé sur la colline Gahoma, commune Mabayi de la province Cibitoke, c'était en date du 06 Mars 2019. L'administrateur communal de Mabayi, le Président de la Commission Communale chargée d'évaluer les dommages causés aux cultures suite aux travaux d'extraction minière par TMB ; un député élu dans cette circonscription, les délégués de la Société Tanganyika Mining Burundi, la famille plaignante, le responsable des plantations de l'Usine de Thé de BUHORO, le représentant du Gouvernement au sein du Conseil d'Administration de TMB, tous étaient sur les lieux. L'objet de cette descente s'inscrivait dans le cadre de quantifier les pieds de théiers endommagés, pour enfin procéder à l'indemnisation de la famille conformément à la loi et aux clauses convenues lors de la dernière séance que l'Ombudsman a eu avec toutes les parties prenantes. Après ils se sont rendus sur le lieu où la société est en train d'extraire les minerais.



Le chef de Cabinet a indiqué que la visite s'inscrit dans la logique de trouver la solution et liquider la question. Selon lui, l'indemnisation aurait dû précéder le tracé de la route dans la plantation de théiers. Comme le représentant de TMB disait que les chiffres qu'avait estimé l'OTB étaient gonflés, le Chef de Cabinet l'a invité à procéder au comptage.

La TMB a proposé de mesurer uniquement la superficie présentement couverte de terre provenant du terrassement mais le technicien de l'OTB a conseillé de tenir compte de toute la superficie en contrebas de la route, étant entendu que les pluies finiront par faire descendre dans plantation toute la terre la surplombant. Il a insisté à tenir compte de l'impact futur.

Quant au Chef de Cabinet, il a indiqué que l'Institution de l'Ombudsman ne peut pas résoudre un conflit à moitié.



L'idée de la Directrice de la Médiation et de l'Education Citoyenne n'est pas loin de celle de Son Chef hiérarchique. Il faut parler logiquement et penser à tous les côtés. Au cas de

traitement d'un conflit, il faut se mettre dans la place d'un citoyen en train de subir une situation difficile.

Selon le Député élu dans la circonscription de Cibitoke, pour sa part, la TMB aurait dû songer à l'impact environnemental avant l'exécution du projet et indemniser la famille. Il faut chiffrer sur tous les bords de la route au lieu de compter sur la partie inférieure car l'impact va se manifester autant à la partie inférieure qu'à celle supérieure.



La contribution de Philippe BAKUNDUKIZE, Technicien de l'OTB est venue renforcer l'idée de tenir compte non seulement de l'impact immédiat mais aussi de l'impact non immédiat étant donné qu'il commence à se manifester que des plants théicoles continuent à être endommagés par l'effondrement de la pente de la partie supérieure de la route. Aussi, l'OTB n'accepte pas les feuilles de théiers éclaboussées.

Le délégué de TMB a insisté sur l'idée de chiffrer et indemniser seulement les plants déjà endommagés. Selon lui, on ne peut indemniser sur l'impact avant qu'il ne se réalise. En attendant de s'entendre sur la question, un relevé topographique de toute l'étendue de la plantation a été fait, où les différentes parties pourront être visualisées.

Il y a eu unanimité sur le principe que le nombre de théiers soit déterminé à partir de la superficie considérée.



L'administrateur de la commune Mabayi a, en tant que président de la commission chargée des indemnités, publié les relevés de la commission qui avait été mise en place pour cette affaire. Ainsi donc, 200m x 40m, soit 800m² telle est la superficie prévue pour le tracé de la route liant l'usine de traitement des minerais et le lieu d'extraction. En dessous de la route 45m ; 5mx64m prévu pour des éboulements éventuels tandis que 35mx65m était la partie non concernée par l'indemnisation.



Partie inférieure



partie supérieure

Après échanges, une équipe des topographes de TMB a procédé au relevé et la TMB a promis de présenter le plan du site endéans deux jours.

La famille plaignante se réjouit de l'étape franchie grâce à l'intervention de l'Ombudsman, mais émis des doutes sur les chiffres des techniciens de la société TMB qui risqueraient de ne pas être neutres. Les membres de la famille n'ont pas confiance en les matériels modernes

utilisés alors qu'eux demandent l'usage du décimètre traditionnel. Le Chef de Cabinet leur a tranquilisés à ce sujet.

Les activités de la journée se sont poursuivies au lieu d'habitation de cette famille, le lieu d'extraction minière.



Les habitants indiquent qu'il y a une insécurité car pendant la nuit, disent-ils, ils ne sont pas autorisés d'aller dehors pour se soulager. Ils ont montré les bornes implantées par TBM comme limites, ce qui est, pour eux une irrégularité. Ils demandent d'être indemnisés aussi sur cet endroit et aller vivre ailleurs, car, disent-ils, les bruits des machines pendant l'extraction qui se fait 24h/24 les empêcheraient de dormir la nuit. Des élèves et écoliers nous ont dit qu'ils somnoient en classe en longueur de journée



Les habitants de cet endroit ont indiqué que des responsables de TMB sont venus faire des relevés pour chaque ménage afin de les indemniser mais, qu'aujourd'hui, ils ne voient rien venir. Selon eux, ils ne savent ni quand ni quel montant ils vont pouvoir avoir comme indemnisation.

Signalons que la proximité des maisons (<10m) par rapport au talus d'excavation suscite des questions qui pourraient être répondues par des spécialistes de l'environnement.

Ferdinand NDIHOKUBWAYO

PREVENTION

Les Confessions Religieuses contribuent à l'édification d'une société paisible et prospère

L'Ombudsman de la République a tenu, en date du 07/3/2019 à l'hôtel Source du Nil de Bujumbura, une réunion avec les Représentants des Confessions Religieuses, sous le thème : « Echanges sur le rôle des Confessions Religieuses et celui de l'Institution de l'Ombudsman dans la consolidation de la paix, la sécurité et l'harmonie sociale ».



Vue partielle des participants

Dans son allocution de bienvenue, Son Excellence l'Ombudsman de la République, a rappelé que les Responsables des Confessions Religieuses sont des véritables artisans de la paix et doivent contribuer efficacement à sa consolidation. C'est dans cette logique qu'ils doivent avoir la culture d'aimer leur patrie et être un bon modèle car leurs voix portent loin.

Son Excellence l'Ombudsman de la République a demandé aux Responsables des Confessions Religieuses de faire une autocritique par rapport à la situation qui a prévalu en 2015. Certains leaders religieux ont basculé en prenant part dans les turbulences de 2015, d'autres ont pris le large suite aux messages de haine qu'ils avaient propagés.



S.E. l'Ombudsman en train de prononcer son discours

En leur qualité de leaders, Son Excellence l'Ombudsman de la République les a invités à être des modèles, en faisant preuve d'un comportement sans reproche. Ainsi, ils devront s'interdire de prêter oreille aux détracteurs afin d'éviter de tomber dans le gouffre.

A l'approche des prochaines échéances électorales, Son Excellence l'Ombudsman de la République, a invité les Confessions Religieuses à s'impliquer davantage dans la sensibilisation de leurs fidèles pour consolider la paix et l'harmonie sociale. L'Ombudsman a appelé les Responsables des Confessions Religieuses à donner, en qualité de citoyens burundais, leurs contributions aux élections générales de 2020 et les a invités également à encourager leurs fidèles d'accomplir ce devoir civique.

Il les aussi exhorté à soutenir le Programme National de Développement 2018-2027 initié par le Gouvernement du Burundi, et ainsi contribuer à l'édification d'une société paisible et prospère.

Enfin, Son Excellence l'Ombudsman de la République leur a rappelé qu'ils doivent prendre le devant dans la sauvegarde du rôle qui leur est assigné selon les Saintes Ecritures : « Le fruit de la justice est semé dans la paix par les artisans de la paix ».

Après ce discours introductif, les participants ont à leur tour eu le droit de poser des questions, d'enrichir le débat ou de faire des suggestions par rapport au thème.



Les participants en train d'échanger

Au sujet de la contribution aux élections, les intervenants ont annoncé que leurs fidèles sont suffisamment sensibilisés ; car soutenir les élections c'est comme construire une famille qui est le Burundi. Ils ont rappelé que les hommes d'église doivent toujours garder leur casquette apolitique pour ne pas perdre leur identité. Ils ont demandé à l'Ombudsman de la République, de multiplier les séances d'échange surtout avant, pendant et après les élections. Les participants ont suggéré que le respect de la Constitution soit un mot d'ordre dans leurs églises, et que le respect mutuel entre leaders religieux soit un leitmotiv pour trouver des solutions adéquates aux problèmes de leurs églises. Ils se sont également mutuellement conseillés de veiller à la souveraineté du pays en obéissant aux autorités élues par le peuple, en soutenant les projets de développement de notre chère patrie.

De son côté, Son Excellence l'Ombudsman de la République a remercié tous les intervenants pour leurs contributions, leurs suggestions et leurs conseils. Il a invité les leaders religieux à s'impliquer dans les programmes du Gouvernement en sensibilisant leurs fidèles à contribuer aux élections de 2020, à sauvegarder la paix et l'harmonie sociale, à éviter de cultiver un esprit de haine entre eux; à se parler à chaque fois qu'une mésentente naît afin d'éviter qu'il y ait des troubles qui entacheraient non seulement leurs églises mais aussi eux-mêmes et auraient un impact négatif sur la paix.

Signalons que l'organisation de cette réunion rentrait dans le cadre des missions dévolues à l'Ombudsman de la République dans tous les aspects, une Institution qui apparaît comme un organe de régulation de la société, où le volet prévention prend autant d'importance que la résolution des conflits.

A côté des activités déjà menées pour la mise à contribution des acteurs politiques ainsi que ceux de la Société civile dans la recherche d'une cohabitation politique et sociale harmonieuses, l'Ombudsman de la République voudrait faire participer les Confessions Religieuses à une prise de conscience de leurs rôles respectifs pour asseoir une société paisible et stable.

Juma RUKUMBI

La consolidation de la paix, gage du développement intégral

L'Ombudsman de la République, Hon. Edouard NDUWIMANA, son épouse et la Ministre Evelyne BUTOYI se sont joints aux élus de la circonscription de la Province de Bujumbura, l'administration provinciale et communale et à la population de GASENYI, en Commune de MUTIMBUZI, lors des travaux de développement communautaires, samedi le 23 février 2019.



Une population nombreuse de cette localité avait répondu à l'invitation et s'évertuait à débroussailler les alentours du nouveau bâtiment abritant le Palais Présidentiel.

Dans son message de circonstance, Son Excellence l'Ombudsman de la République, a félicité la population de la Province de Bujumbura pour le sens élevé de dévouement qu'elle affiche envers leur patrie. Cela témoigne à juste titre qu'elle a compris que le renforcement de la paix et de la sécurité constituent le pivot du développement intégral. Il a encouragé cette population à continuer dans ce sens et suivre les orientations données par leurs dirigeants.

Il a souligné que chaque fois que la paix et la sécurité seront préservées, d'autres infrastructures grandioses seront construites dans cette Province et dans le pays.



S.E. l'Ombudsman de la République (au 1^{er} plan de g.à.d) en train de prononcer son discours

Hon. Edouard NDUWIMANA, a exhorté la population de Bujumbura à préserver la paix et l'entente mutuelle pour que le Burundi continue à garder son image de marque sur le plan international. Il l'a invitée à ne pas prêter oreille aux détracteurs qui ne pensent qu'à leurs intérêts personnels et veulent ternir l'image de leur mère patrie.

C'était également une occasion propice pour Son Excellence l'Ombudsman de la République d'inviter cette population de Bujumbura, dans toutes ses diversités, à rester sereine, unie, solidaire et cohabiter dans l'harmonie. La consolidation de la paix, la concorde entre la population et vivre en parfaite harmonie sont des conditions qui permettent une meilleure organisation des prochaines élections de 2020, a-t-il martelé.

Les élections sont des moments propices pour défendre vos droits et exercer votre devoir civique de se choisir vos dirigeants en toute quiétude, dicit Hon. Edouard NDUWIMANA, tranquilisant la population de Bujumbura.

L'Ombudsman a appelé la population de Bujumbura à soutenir les travaux de développement présentés par l'administration, des projets qui viennent répondre au programme initié par le Gouvernement du Burundi à travers le Plan National de Développement 2018-2027.

En terminant, l'Ombudsman de la République a lancé un vibrant appel à tous les Burundais à s'organiser eux-mêmes et ne pas attendre une aide étrangère pour financer les élections. Ainsi, il a invité tous les Burundais à donner leurs contributions pour soutenir le processus électoral de 2020.

Juma RUKUMBI

RELATIONS AVEC LES AUTRES INSTITUTIONS

Le Sénat du Burundi est satisfait des prestations de l'Ombudsman de la République, Hon. Edouard NDUWIMANA

L'Ombudsman de la République, Son Excellence Edouard NDUWIMANA, a présenté, devant le Sénat, à Gitega, mercredi le 27 février 2019 le Rapport des activités réalisées au cours de l'exercice 2018.



S.E. l'Ombudsman de la République en train de présenter son Rapport Annuel

L'Ombudsman a d'abord rappelé le contexte dans lequel cette Institution a vu le jour. Prévue par l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation Nationale du 28 août 2000, l'Institution a été reprise dans la Nouvelle Constitution de la République du Burundi promulguée le 7 juin 2018. Son organisation et son fonctionnement sont détaillés par la n° 1/04 du 24 janvier 2013, a précisé l'Ombudsman de la République.

Et de rappeler que, conformément aux prescrits de l'article 17 de cette même loi, l'Ombudsman adresse un rapport d'activité annuellement au Président de la République, à l'Assemblée Nationale et au Sénat, et que ce rapport est publié au Bulletin Officiel du Burundi (BOB).



Les sénateurs suivent la présentation du rapport de l'Ombudsman

Son Excellence l'Ombudsman de la République a fait savoir que les activités réalisées par l'Institution procèdent des missions constitutionnelles et légales, à savoir, la médiation et le règlement pacifique des conflits entre les citoyens et l'administration, et leur corollaire de prévention des conflits, d'une part, le contrôle du bon fonctionnement des entités administratives, la sensibilisation de la population à ces mêmes missions, ainsi que le rapprochement des forces politiques et sociales, d'autre part.

En avant-propos, l'Ombudsman de la République a indiqué que ce bilan annuel va permettre tant aux plus hautes Autorités de l'Etat qu'au Peuple lui-même, d'évaluer la mise en œuvre des missions confiées à l'Institution et de mettre en exergue les difficultés ou les contraintes qu'elle rencontre, afin de prendre les décisions à même de lui permettre d'optimiser son fonctionnement, et partant, son rendement.

Parlant des activités réalisées au cours de l'année 2018, l'Ombudsman de la République a indiqué que la mission première de cette institution est, faut-il le rappeler, la médiation entre les citoyens et les administrations. Il a fait savoir que du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018, l'Institution a réceptionné 162 dossiers de réclamation, totalisant quelques 2105 plaignants. Ces 162 dossiers se sont ajoutés aux 25 plaintes des années antérieures qui n'étaient pas encore clôturées, pour des raisons diverses.

Sur ce cumul de 187 dossiers de réclamations 154 dossiers satisfont aux conditions de recevabilité et 76 d'entre eux ont été traités et clôturés à la date du 31/12/2018. Les dossiers de réclamation restant en cours de traitement sont au nombre de 78.

Dans le cadre de la prévention et de la sensibilisation, Son Excellence l'Ombudsman de la République a indiqué qu'il a effectué de nombreuses descentes à l'intérieur du pays, pour livrer le message de sauvegarde de la paix et de la sécurité et inviter les populations à se comporter en citoyens responsables.

Dans le cadre d'appuyer les Institutions du pays dans la promotion de la bonne gouvernance, et la bonne gestion de la chose publique, l'Ombudsman de la République a exécuté sa mission légale de contrôle du bon fonctionnement des entités administratives, dans plusieurs administrations publiques.

Tantôt comme citoyen, et tantôt comme Institution, Son Excellence NDUWIMANA Edouard a posé certains gestes relevant du patriotisme et pouvant servir de modèle à tout burundais en déposant sa contribution pour soutenir financièrement les prochaines élections, au nom de sa famille et à son nom propre, a-t-il souligné.

L'Ombudsman de la République a fait savoir que l'Institution qu'il dirige a noué et renforcé les liens de coopération avec d'autres institutions de médiation. Ainsi, l'Ombudsman de la République du Burundi a été élu par ses pairs comme Président ad intérim de l'Association des Ombudsmans et Médiateurs Africains (AOMA), au cours de la 14^{ème} réunion du Comité Exécutif, tenue à Bujumbura. L'Institution de l'Ombudsman a également adhéré à l'Institut International de l'Ombudsman et elle a été élue membres du Comité des adhésions au sein de l'Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie.

Au cours de l'année 2018, Son Excellence l'Ombudsman de la République a noué un grand partenariat avec la Ligue Islamique Mondiale lequel partenariat s'est conclu par la visite au Burundi de Mohammed Bin Abdoul Karim Al Issa, Secrétaire Général de cette organisation aux premières dates de l'année 2019.



S.E. l'Ombudsman de la République en train d'écouter les questions des Sénateurs

L'Honorable Edouard NDUWIMANA a également parlé des moyens financiers alloués à l'Institution pour l'année 2018. Le Gouvernement a mis à la disposition de l'Institution de l'Ombudsman un budget de « un milliard trois cent huit millions quarante-huit mille quatre cent vingt-quatre francs burundais (1 308 048 424 frs bu). En raison de la conformité de l'année budgétaire à celle de la Communauté Est Africaine qui va de juillet de l'année en cours à juin de l'année suivante, le même budget entamé avec le mois de janvier 2018 a été reconduit, proportionnellement, pour l'exercice budgétaire 2018-2019.

Il va sans dire que, par rapport aux missions assignées à l'Institution, ce budget reste largement insuffisant et, de ce fait, certaines activités pourtant importantes sont souvent

reportées, a-t-il indiqué. Et d'ajouter que, le budget alloué pour l'année 2018 vaut, en montant brut, à celui alloué à l'Institution à sa mise en place en 2011. Après huit ans de fonctionnement, à une période où une institution atteint sa vitesse de croisière dans le fonctionnement, elle reçoit un budget égal à des institutions (Commissions) qui viennent d'être mises en place.

Ceci a pour conséquence que les perspectives, ainsi que les recommandations formulées, notamment par le Parlement en ce qui concerne la mise à proximité du citoyen des services de l'Ombudsman en ouvrant de nouvelles antennes dans les provinces, n'aient pu être exécutées, a-t-il dit. Ceci constitue un handicap sérieux, autant pour le plaignant qui doit faire de longues distances pour saisir l'Ombudsman ou suivre son dossier, que pour l'Institution elle-même dont le personnel doit faire autant de distances pour mener des enquêtes relatives aux dossiers qu'ils traitent ; ou encore, que le citoyen renonce carrément à revendiquer ses droits au regard des dépenses que cela peut lui coûter, a-t-il précisé.

Son Excellence l'Ombudsman de la République a émis son souhait que la loi de finances devrait augmenter les moyens de l'institution d'au moins 30% pour permettre de rapprocher ses services du citoyen, du fait que le handicap majeur qui entrave le fonctionnement optimal de l'institution reste le manque de moyens financiers suffisants.

Son Excellence l'Ombudsman de la République a souligné que le siège de l'Institution est logé dans un immeuble loué, ce qui alourdit les charges locatives supportées par l'Etat, et que le mobilier et le matériel informatique font cruellement défaut.

Au niveau des perspectives, l'Ombudsman de la République a fait savoir que l'Institution va intensifier les activités de sensibilisation à l'éducation citoyenne, outil efficace de prévention de conflits.

L'Institution de l'Ombudsman va poursuivre la décentralisation et l'intégration régionale et internationale à travers une coopération soutenue avec les associations des Ombudsman et Médiateurs, tant régionales qu'internationale.

L'Ombudsman de la République a rappelé qu'en cette période pré-électorale, il est impératif qu'un climat de sérénité continue à prévaloir au sein de la population. Le maintien de la paix et de la sécurité doit être une préoccupation majeure pour toutes les Institutions étatiques ainsi que pour la population elle-même, a-t-il ajouté.

Pour cette personnalité, il a été constaté que beaucoup de citoyens viennent faire le sit-in devant le siège de l'Institution pour manifester leur mécontentement contre les injustices qu'ils croient avoir subies. D'ores et déjà, l'Ombudsman reconnaît que c'est leur droit d'agir ainsi, tant qu'ils n'enfreignent pas à la loi. Néanmoins, a-t-il dit, dans l'accomplissement de ses missions, le rôle de l'Institution de l'Ombudsman n'est pas d'annuler les décisions prises par les instances habilitées, ni même de remettre en cause les jugements rendus.



Le Bureau du Sénat suit la présentation du rapport de l'Ombudsman

Il en a profité pour interpeller les responsables des services publics de l'Etat, en les appelant à plus de conscience et de responsabilité dans leurs décisions, pour qu'ils ne tombent pas sous le coup de la loi sur l'action récursoire et directe.

Etant donné qu'il s'observe beaucoup de plaintes relatives aux terres et en particulier le foncier urbain, avec parfois des situations qui font état d'abus notoires, Son Excellence l'Ombudsman de la République pense que le service d'urbanisme mérite une restructuration ou une nouvelle orientation des actions, afin d'éviter ou de minimiser les conflits aujourd'hui observés.

Par ailleurs, le nombre croissant de dossiers qui aboutissent à l'irrecevabilité, montre combien la loi régissant l'Ombudsman n'est pas connue. Il a demandé que cette loi soit traduite en Kirundi.

En conclusion, l'Ombudsman de la République a dit qu'afin de faire face à la demande croissante des services de l'Institution de l'Ombudsman par les citoyens, il s'avère nécessaire que les antennes de l'Institution soient multipliées comme cela a été sollicité par la population lors des descentes sur terrain et recommandé par les deux Chambres du Parlement lors des séances de présentation du rapport annuel 2017.

Après cette présentation, les Sénateurs ont posé de questions d'éclaircissement à l'Ombudsman de la République. Ces questions étaient surtout relatives à la décentralisation des services de l'Ombudsman. Ainsi, ils ont demandé que la Province de Gitega, capitale politique du Burundi, soit une priorité de l'Ombudsman. D'autres questions étaient centrées sur le renforcement du cadre de collaboration entre les deux Institutions, qui, d'après les Sénateurs, apprécie à juste titre le lien de coopération et de collaboration entre le Sénat et l'Institution de l'Ombudsman.

Juma RUKUMBI

Le couple Ombudsman a participé dans une prière interconfessionnelle d'action de grâce organisée à Gitega du 24 au 26 janvier 2019

L'Ombudsman burundais, en compagnie de son Epouse, a participé du 24 au 26 janvier, à une prière interconfessionnelle organisée à Gitega par le parti CNDD-FDD. Les cérémonies ont été rehaussées par la famille de Son Excellence le Président de la République du Burundi également Président du Conseil des Sages au sein du parti CNDD-FDD. D'autres hauts dignitaires tels que la famille du Très Hon. Président de l'Assemblée Nationale, celle du Très Hon. Président du Sénat et leurs collaborateurs avaient répondu présents. Nous signalerons également la présence des différents Ministres, des Représentants des différents partis politiques, des confessions religieuses, des Organisations de la Société Civile, et des milliers de citoyens. Le thème de cette prière était tiré de l'Evangile selon St Mathieu 6:21 " **Car là où est ton trésor là aussi est ton cœur**".



Le couple présidentiel (à droite) et les hauts dignitaires participent à la prière

Dans sa prédication, le Président de la République a insisté sur la recherche d'une vraie richesse et le fait de savoir le vrai riche. Le Secrétaire Général du parti CNDD FDD a, quant à lui, recommandé aux riches de ne pas être orgueilleux, de ne pas mettre leur espérance dans les richesses incertaines, mais de la mettre en Dieu, qui nous donne avec abondance toute chose pour que nous en jouissions, se référant ainsi à la lettre de Saint Paul à Timothée 6 :17. Il a appelé les jeunes à se respecter mutuellement et adorer Dieu, et savoir que, qui qu'il soit, tutsi, hutu, twa, catholique, pentecôte, etc., nous sommes tous appelés pour bâtir notre chère patrie.



S.E le Président du Conseil des Sages CNDD FDD



Le S.G du parti CNDD-FDD

Lors de la clôture de la prière œcuménique, le couple présidentiel a prié pour le Burundi et le parti CNDD-FDD. La Première Dame a imploré le Tout Puissant pour la mise en exécution des conseils reçus sur la vraie richesse. Elle a également béni les offrandes collectées pour la construction d'un temple de Dieu à ériger dans la même capitale politique de Gitega, équivalentes à 1 874 275 fbu.



Le Président du Conseil des Sages, le SG et ses collaborateurs du comité central, prient pour le parti CNDD-FDD et tout le pays

Quant à Son Excellence le Président de la République du Burundi et Visionnaire du parti CNDD FDD, il a remercié le Tout Puissant pour le bon déroulement de la prière œcuménique de trois jours ainsi que pour la diversité de participants. Il a également imploré des bénédictions pour ceux qui ont contribué pour la construction du Temple de Dieu pour que Dieu multiplie mille fois ce qu'ils ont donné.

Ferdinand NDIHOKUBWAYO

Le Club Rotary du Burundi appelé à poursuivre ses efforts dans le sens de la consolidation de la paix

L'Ombudsman de la République, Hon. Edouard NDUWIMANA, s'est associé, samedi, le 23 février 2019, aux membres du Clubs Rotary du Burundi à l'occasion de la célébration de la Soirée de l'Entente Mondiale placée sous le thème : « Mon combat pour la paix ».



S.E. l'Ombudsman de la République (De dr.à g., 3^{ème}) en train de suivre le débat

Au Burundi, cette soirée a été célébrée autour d'une conférence-débat animée par l'Ancien Président de la République, M. Sylvestre NTIBANTUNGANYA, Mme Christine NTAHE, la mère des enfants de la rue communément appelée « Maman Dimanche » et M. Roland RUGERO, jeune auteur et journaliste burundais.



M. Sylvestre NTIBANTUNGANYA

Mme Christine NTAHE

M. Roland RUGERO

La contribution de l'Ombudsman de la République à unir et à faire converger toutes les composantes du peuple Burundais vers un maintien durable de la paix, a fait de l'Ombudsman, Hon. Edouard NDUWIMANA, l'invité de marque à la « Soirée de l'Entente Mondiale ».



S.E. l'Ombudsman de la République (en avant plan) en train de prononcer son allocution



Les membres des Clubs Rotary de Bujumbura en train d'écouter l'allocution de S.E. l'Ombudsman de la République

Dans son intervention, l'Ombudsman de la République a apprécié positivement l'organisation et la richesse des débats du jour. Il a encouragé le Club Rotary du Burundi à poursuivre leurs efforts dans le sens de la consolidation de la paix en appuyant le Gouvernement du Burundi dans le processus de rapprochement de différentes couches sociales.

Signalons que la soirée de l'Entente Mondiale a coïncidé avec l'anniversaire du Rotary International, qui soufflait ses 114 bougies.

Juma RUKUMBI

Journée Internationale de la femme, Edition 2019

Le Couple Ombudsman de la République du Burundi a participé ce vendredi 08/03/2019 aux cérémonies marquant la Journée Internationale de la Femme qui ont eu lieu au Stade Ingoma dans la capitale politique de Gitega où la Première Dame du pays S.E Denise NKURUNZIZA avait rehaussé de sa présence ces cérémonies. D'autres Hauts Cadres de l'Etat, les Représentants des corps diplomatiques et consulaires, la représentante de l'ONU Femmes au Burundi, les femmes de différents secteurs de la vie nationale étaient aussi sur les lieux, y compris celle de l'Institution de l'Ombudsman de la République. Le thème de la journée était **"La Femme au centre des programmes innovants de protection sociale"**



Avant que les cérémonies commencent, les femmes leaders réunies au sein du Forum des Femmes y compris la Première Dame du pays ont déposé à la BRB Agence Gitega un montant de plus de 78 millions de francs burundais comme contribution pour les élections de 2020. Un long défilé des femmes issues des différents secteurs de la vie nationale y compris celles des Forces de Défense et de Sécurité a agrémenté le début des cérémonies.



Dans son mot d'accueil, le Gouverneur de la province Gitega a présenté la situation de la province surtout quant aux avancées en matière de la participation des femmes dans les programmes de développement. Il a remercié le Gouvernement du Burundi pour avoir choisi

cette province pour abriter ces festivités. Regroupées dans des associations, les femmes de la province ont compris qu'il est de leur intérêt de toujours appuyer les programmes de développement de la population, ; y compris la femme.

Dans son discours, le Ministre des Droits de la Personne Humaine, des Affaires Sociales et du Genre, Martin NIVYABANDI a, pour sa part, remercié le Gouvernement de ses efforts inlassables déployés dans le développement surtout de la Femme. Au nom du ministère qu'il représente, il a promis de continuer à soutenir tout programme lié à la protection sociale en vue de renforcer les Coopératives d'épargne et de crédit.



En second lieu est venu le discours de la Présidente du Forum des femmes qui a salué les initiatives du Gouvernement de la place accordée aux Femmes. Dr Janvier NDIRAHISHA aussi Ministre de l'Education, de la Formation Technique et Professionnelle, a saisi l'occasion pour demander une représentativité des femmes supérieure aux 30% accordés par la Constitution, et ceci dans tous les secteurs de la vie nationale : dans les banques d'épargne et de crédit, dans le commerce, la justice afin de bien combattre les violences basées sur le genre, d'être élues au lieu d'être désignées, bref d'être suffisamment représentées jusqu'aux collinaires.



Selon la Présidente du Forum des Femmes, ces dernières s'engagent à lutter pour la paix et la sécurité, participer dans des travaux de développement, sensibiliser les jeunes surtout les filles à s'atteler à l'éducation, combattre la corruption, sensibiliser les jeunes filles pour leur inscription dans des écoles de l'armée et de la police.

Dans son discours, Son Excellence Denise NKURUNZIZA, Première Dame du pays, a indiqué que le thème "**La Femme au centre des programmes innovants de protection sociale**" vient à point nommé, surtout que les femmes connaissent aujourd'hui un pas très avancé dans le développement du pays. Elle a félicité les femmes qui ne cessent d'accompagner les programmes du Gouvernement et surtout du geste qu'elles ont manifesté juste avant les cérémonies de ce jour en contribuant pour les élections de 2020 avec un montant de plus de 78 millions de francs Burundais. « La femme joue un rôle important dans la vie des ménages comme leur appellation « Inarugo » l'indique aussi, a-t-elle dit.

Elle a saisi l'occasion pour les exhorter au respect de leurs belles-mères, de leurs maris et vice versa et à une solidarité dans leurs ménages respectifs. C'est donc une occasion pour les femmes de s'auto-évaluer non seulement sur leurs forces en matière des réalisations déjà accomplies mais aussi sur les obstacles rencontrés afin de préparer un avenir brillant. Elle appelle les enfants de penser à leurs parents dans des situations difficiles, eux qui ont investi leur vie dans eux en payant pour leur scolarité et tout le nécessaire. La protection sociale constitue une préoccupation de tout le monde et de tous les jours.



Selon toujours la Première Dame, les programmes du Gouvernement tels que la gratuité des soins aux femmes enceintes, aux enfants de moins de 5ans, et la gratuité scolaire pour les élèves du niveau allant au 3^e cycle fondamental ont contribué à la réduction du taux de mortalité des femmes pendant l'accouchement et à l'augmentation du taux des jeunes qui fréquentent les études.

Ferdinand NDIHOKUBWAYO

SOCIAL

L'Ombudsman s'est joint aux Chrétiens de la Paroisse Rukago dans une célébration eucharistique à l'occasion de la journée dédiée à la Protectrice de ladite Paroisse, la Sainte Marie Mère de Dieu

En date du 09 février 2019, l'Ombudsman de la République du Burundi, a effectué une descente à la Paroisse de Rukago où il a participé à une célébration eucharistique en l'honneur de la Protectrice de cette paroisse, la Sainte Marie mère de Dieu, une journée normalement célébrée le 01 janvier de chaque année, mais reportée cette année en raison de l'agenda paroissial.



A l'avant-plan, madame RURAGOKA Jacqueline, administrateur de la Commune GAHOMBO, l'Ombudsman de la République (2^{ème} de g.à d.)

Dans son homélie tirée de l'Evangile selon St Luc, le Secrétaire Diocésain de Ngozi, le Chancelier MINANI Melchiade a insisté sur l'amour divin. Il a appelé les Chrétiens à être toujours éclairés par cet amour pour pouvoir construire notre pays. Il a également demandé aux Chrétiens d'investir la Sainte Marie dans leurs cœurs et mettre à l'écart toute chose allant à l'encontre de la volonté divine, afin d'aspirer à toutes ses promesses à leur endroit.



Le Secrétaire Diocésain de Ngozi, Chancelier MINANI Melchiade dit son homélie

Dans son message, l'Ombudsman du Burundi Hon. Edouard NDUWIMANA a félicité la Paroisse Sainte Marie Mère de Dieu de Rukago dans son implication dans des travaux de

développement. Il a saisi l'occasion pour appeler à et à contribuer et répondre aux élections de 2020 ; et d'ajouter que tout leader est élu grâce à la volonté divine. L'Ombudsman a exhorté les Chrétiens à instaurer la Vierge Marie dans leurs cœurs, tout en renforçant la paix, la sécurité, l'entente mutuelle, la cohabitation pacifique, et la bonne collaboration avec l'administration dans ses plans de développement, et ainsi renforcer l'esprit patriotique. En vue d'encourager et témoigner son soutien aux travaux de réhabilitation de la Paroisse Rukago, l'Ombudsman a promis cinq millions de francs burundais (5.000.000Fbu) dont 2 millions au nom de sa famille et 3 millions au nom de l'Institution de l'Ombudsman. Après la messe, un verre a été partagé.



S.E. l'Ombudsman du Burundi Hon. Edouard NDUWIMANA, adresse son message

La même journée du 09 février 2019, l'Ombudsman de la République du Burundi s'est rendu sur la colline Businde où il a distribué une aide composée du riz et des houes aux personnes regroupées au sein des Associations agropastorales collinaires et autres non regroupés en associations. Comme lesdites associations regroupent un effectif d'environ 100 personnes, il a distribué du riz à tout le monde. Toutefois, une partie a aussi bénéficié des houes.



S.E. l'Ombudsman de la République s'adresse à la population de la colline Businde

S.E. l'Ombudsman de la République procède à la distribution du riz et des houes

Par cette occasion, l'Ombudsman a promis de revenir prochainement avec une aide en houes destinées à ceux qui n'en avait pas bénéficié. L'Ombudsman a ensuite exhorté la population au renforcement de l'esprit de travailler en équipes, en commençant par leurs ménages respectifs pour un auto développement effectif. Après la remise de ce don, l'Ombudsman a visité ses champs de cultures diverses situés sur cette même colline Businde.



S.E. l'Ombudsman de la République visite ses champs de cultures diverses à Businde

Ferdinand NDIHOKUBWAYO

L'Ombudsman burundais s'est associé samedi le 16/02/2019 à l'Association des Cadres Officiers Natifs de la province Kayanza, ACONAK en sigle lors des cérémonies d'échange de vœux de 2019 organisées en commune Gatara par ladite Association.



De g.à d. le Représentant Légal de l'ACONAK, S.E. l'Ombudsman de la République, le Gouverneur de Kayanza,....

L'Ombudsman a félicité l'ACONAK pour avoir organisé cet événement, une occasion d'échanger et de faire une introspection afin de préparer un avenir radieux et surtout que parmi ces Cadres Officiers figurent ceux qui vont prochainement aller à la retraite. L'Ombudsman, Hon.Edouard NDUWIMANA, a félicité l'ACONAK pour son engagement au renforcement de la cohabitation pacifique et de l'unité, à l'entraide et au combat contre la pauvreté via des travaux de développement et de protection de l'environnement.



S.E. l'Ombudsman de la République prononçant son discours

En outre, l'Ombudsman a exhorté les Cadres Officiers tant de l'armée que de la police à bannir toute forme de division mais plutôt renforcer l'unité et soutenir le processus démocratique surtout en cette période pré-électorale, et a appelé à une bonne collaboration avec l'administration dans ses programmes de développement.

De son côté, le Représentant Légal de l'ACONAK, Commissaire de Police NDIKUMANA Roger, a vivement remercié l'Ombudsman de son soutien indéfectible aux activités organisées par l'Association.



Le Commissaire de Police NDIKUMANA Roger, Représentant légal de l'ACONAK prononçant son allocution de circonstance

Ferdinand NDIHOKUBWAYO

Inauguration d'une infrastructure de l'Eglise Méthodiste Libre, district de Kayanza

Le dimanche 17/02/2019 l'Ombudsman s'est associé aux Chrétiens de l'Eglise Méthodiste Libre du district de Kayanza, lors des cérémonies de l'inauguration d'une nouvelle infrastructure abritant cette Eglise. L'Evêque de l'Eglise Méthodiste Libre du Burundi ainsi que certaines autorités du pays étaient présents.



L'Ombudsman a félicité les Responsables de cette Eglise et tous ceux qui ont contribué pour arriver à ce stade. Et d'indiquer que les Eglises devraient être des vrais messagers de la paix spirituelle qui les rendent libres en Jésus et dans toutes leurs réalisations", a-t-il dit. «Un serviteur de Dieu doit se différencier d'un païen. Nous devons être la lumière partout et dans tout", a-t-il martelé. L'Ombudsman en a appelé à la préservation de cette nouvelle infrastructure.



Bien plus, il a exhorté les chrétiens de l'Eglise Méthodiste Libre du Burundi au renforcement de l'amour dans leurs ménages respectifs, socle du développement et fondement de tout. Il a lancé un appel à la contribution pour les élections de 2020 pour élire leurs dirigeants, car tout leader provient de la volonté divine.

Les enseignements de l'Evêque de l'Eglise Méthodiste Libre du Burundi étaient centrés sur quatre points, à savoir, reconnaître de tout ce que Dieu a fait, planifier et l'exécuter correctement tous nos devoirs, réserver la première place à Dieu, et enfin espérer et croire en Dieu comme le meilleur dirigeant.



Prédication par l'Evêque de l'Eglise Méthodiste Libre

COOPERATION

Visite du Secrétaire Général de la Ligue Islamique Mondiale au Burundi du 13 au 18 janvier 2019

I. Cérémonies d'accueil du Secrétaire Général de la Ligue Islamique Mondiale, à Bujumbura.

En date du 13/01/2019, l'Ombudsman burundais a accueilli dimanche à l'Aéroport International de Bujumbura le Secrétaire Général de la Ligue Islamique Mondiale, Sheikh Mohammad bin Abdoul Karim Al Issa dans sa visite au Burundi du 13 au 19 janvier 2019 dans le cadre du renforcement des relations fraternelles entre le Burundi et l'Arabie Saoudite.



Une foule nombreuse venue accueillir le SGLIM



Le SGLIM (3^{ème} à partir de la gauche à l'avant plan), accueilli par l'Ombudsman (à droite du SGLIM)

Dans son point de presse, le Secrétaire Général de la Ligue Islamique Mondiale a indiqué que le Burundi sert d'un bon exemple aux autres pays en matière de la fraternité entre différentes religions. "Nous sommes donc venus expliquer le rôle de la ligue Islamique, car le monde a besoin de cette fraternité", a-t-il dit.



Le SG L.I.M. s'adresse aux médias à l'aéroport

Après l'arrivée, les cérémonies se sont poursuivies à l'Hôtel Club du Lac Tanganyika où le S.G. de la Ligue islamique, sa délégation, et certaines autorités du Gouvernement burundais ont partagé un diner offert par l'Ombudsman.



De g. à dr. le Ministre de l'Energie et des Mines, la Ministre de la Justice, l'Ombudsman, le S.G.L.IM et sa délégation

Dans son discours d'accueil, l'Ombudsman a exprimé ses vifs remerciements au Secrétaire Général de la Ligue Islamique Mondiale pour avoir répondu à son invitation malgré son agenda chargé. «Nous sommes convaincus que votre visite s'inscrit dans la logique des missions de paix, de concorde, et de promotion de dialogue entre les peuples de la Ligue Islamique; des missions partagées avec l'Institution de l'Ombudsman. Le Burundi est en paix et nous vous invitons à savourer de cette paix durant tout votre séjour", dixit l'Ombudsman burundais. La ligue Islamique poursuit des objectifs de développement et c'est pourquoi nous vous avons invités afin d'explorer les possibilités d'appui au Gouvernement, aux Ministères, et aux différentes Institutions Burundaises, a dit, l'Ombudsman. Honorable Edouard NDUWIMANA a encouragé la Ligue Islamique au Burundi pour son comportement très positif en s'impliquant aux programmes de développement. Le Burundi est aussi reconnaissant des différents appuis apportés par la Ligue Islamique Mondiale au Burundi, a-t-il ajouté.



S.E. l'Ombudsman de la République prononçant son discours

A son tour, Sheikh Mohammad Bin Abdoul Karim Al Issa, S.G.L.I.M, s'est dit très heureux d'être dans un pays ami. Il a indiqué qu'il a été très motivé par la collaboration profonde, les relations fraternelles entre l'Arabie Saoudite et le Burundi. Et d'ajouter que le Burundi est un pays spécifique et très avancé en matière de capacité de gestion des différentes affiliations religieuses. "Malgré la diversité, le Burundi a pu réussir à établir une harmonie entre différentes tendances", a-t-il dit. Il a fait savoir que le message de la Ligue Islamique est d'apprendre aux musulmans et aux non musulmans à vivre ensemble. Selon lui, la différence n'est pas forcément synonyme de confrontation.



Le S.G.L.I.M prononçant son discours

Par ailleurs, le SGLIM a précisé qu'au cours de son séjour, il va participer aux cérémonies de lancement des travaux d'un séminaire organisé conjointement par l'Institution de l'Ombudsman et la Ligue Islamique Mondiale autour du thème : "La diversité religieuse, ethnique et la coexistence pacifique", lequel regrouperait les leaders et adeptes des différentes religions, les acteurs de la société Civile ainsi que les leaders des partis politiques. La visite a été également une occasion pour soutenir le Gouvernement du Burundi dans sa politique de santé en payant l'activité de l'opération de la cataracte des yeux à 250 patients à l'Hôpital dit Chez Johnson basé en zone Gihosha de la mairie de Bujumbura; ou encore, en procédant au lancement de l'activité d'adduction d'eau par le forage de 50 puits.

Soucieux de toucher directement les couches les plus démunies de la population burundaise, le Secrétaire général de la Ligue Islamique Mondiale s'est entretenu avec certains responsables des médias œuvrant au Burundi en vue d'écouter leurs préoccupations, mais également financé la construction d'habitations pour quelques indigents. Et pour clore sa visite en beauté, il a reçu en audience plusieurs dignitaires de ce pays, des leaders religieux et autres citoyens qui en ont exprimé le besoin.

II. L'assistance aux personnes en difficultés, une des œuvres réalisées par l'Ombudsman en collaboration avec le Secrétaire Général de la Ligue Islamique Mondiale lors de sa visite au Burundi du 13 au 18 janvier 2019.

Au cours de sa visite au Burundi sur invitation de l'Ombudsman Burundais, le Secrétaire Général de la Ligue Islamique Mondiale en collaboration avec l'Ombudsman, a témoigné son soutien envers les personnes les plus nécessiteuses dans différentes localités du pays notamment à Bujumbura, Ngozi et Kayanza.

En date du 14 janvier 2019, il a visité la "Maison Sainte Elisabeth" à Bujumbura abritant les personnes âgées où il les a assistées en vivres composés des sacs de riz, farine de maïs, haricot, huile de cuisine.

Dans son message, S.E Mohammed bin Abdoul Karim Al Issa a indiqué que c'est un honneur pour les musulmans d'être parmi ces vulnérables. L'un des objectifs de la Ligue Islamique est de soutenir l'unité entre les Religions, a-t-il dit. «En tant que Représentant de la Ligue Islamique Mondiale, il est plus important de pouvoir contribuer matériellement afin de vous montrer à quel point nous nous considérons comme vos frères», a-t-il insisté. Il a en outre apprécié l'initiative de la congrégation des Sœurs BENE MUKAMA, responsable de la Maison Sainte Elisabeth qui ont fait la prise en charge de ces personnes âgées se trouvant en difficultés leur préoccupation. Il a déclaré tout son soutien à cet établissement.



Après la visite du home pour personnes du 3^{ème} âge, le S.G de la Ligue Islamique Mondiale s'est rendu, avec sa délégation, au siège de la Communauté Islamique du Burundi, COMIBU située à NYAKABIGA. Il a promis des tickets pour le pèlerinage des femmes musulmanes travaillant au sein de la COMIBU, la construction d'un Centre de Santé, ainsi que la continuation du projet de réhabilitation d'un Masjid Answar.



Siège de la COMIBU

Visite des enceintes de la COMIBU. A dr. Sheikh KAJANDI, Mufti Burundi et à sa droite le SG et sa délégation

Le représentant de la COMIBU a déclaré que c'est un grand honneur pour tous les musulmans du Burundi d'accueillir le Représentant de la Ligue Islamique Mondiale. Il le a remercie pour tous ces engagements et appuis directs à l'endroit de la population burundaise, surtout que trois mille (3.000) personnes allaient percevoir une aide d'urgence en vivres, des forages d'eau vont être construits prochainement.

En date du 15 janvier 2019, l'Ombudsman de la République du Burundi et le Secrétaire Général de la Ligue Islamique Mondiale ont visité l'Institut Supérieur Médical Régional sis au quartier Buyenzi en mairie de Bujumbura, et ici, ils ont assisté les plus nécessiteux en vivres composés du riz, farine de maïs et de l'huile de cuisine. Le message reste toujours d'appeler les musulmans et non musulmans à cohabiter pacifiquement et considérer leur diversité tant religieuse qu'autre comme une richesse, bref, asseoir la coexistence pacifique



Vue partielle des personnes venues recevoir l'assistance *De d.à g. le SG et S.E. l'Ombudsman de la République (remettant un sac de riz)*

La date du 16 a été marquée par la visite en provinces Ngozi et Kayanza où le SGLMIM avec l'Ombudsman et son hôte ont apporté une assistance à des personnes vulnérables. Les dernières assistances ont été celles du 17 janvier 2019 où il a officiellement remis une maison à une femme indigente vivant en zone Buterere de la mairie de Bujumbura, l'appui au mariage de dix couples musulmans, sans oublier l'activité la plus remarquable de lancer officiellement la prise en charge totalement par le SGLIM de l'opération de la cataracte des yeux pour 250 personnes au Centre Hospitalier dénommé Chez Johnson.

III. Atelier sur la diversité religieuse, politique et la coexistence

L'Institution de l'Ombudsman de la République du Burundi en collaboration avec la Ligue Islamique Mondiale a organisé mardi le 15 janvier 2019 à l'Hôtel Royal Palace, un séminaire sur « La Diversité Religieuse, Ethnique, et la Coexistence Positive ». Les cérémonies étaient

rehaussées par S.E. Gaston SINDIMWO, Premier Vice-Président de la République du Burundi, Les Représentants des différents secteurs de la vie nationale étaient sur les lieux.



Vue partielle des participants

Dans son discours, l'Ombudsman a vivement exprimé ses sentiments de gratitude et de reconnaissance à l'endroit du Secrétaire Général de la Ligue Islamique Mondiale pour sa présence ainsi qu'à S.E. Pierre NKURUNZIZA, Président de la République du Burundi pour ses efforts et sa détermination à consolider la paix aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Selon l'Ombudsman, sans leaders religieux, politiques et sociaux, ces efforts seraient vains et contreproductifs. Et d'indiquer que l'objet de ce séminaire est d'insister sur le rôle des leaders dans la construction d'une cité réconciliée et paisible et où règnent la concorde et l'amour.



S.E. l'Ombudsman de la République prononçant son discours

Qui plus est, le dialogue entre les différentes composantes religieuses, ethniques et politiques permet non seulement de renforcer la coexistence positive, mais aussi à prévenir et empêcher les tendances extrémistes, qui sont de nature à détruire les sociétés.

Le Secrétaire Général de la Ligue Islamique Mondiale, dans son allocution, a indiqué qu'il est particulièrement surpris des spécificités du Gouvernement du Burundi et la population en général. "Le Burundi sert d'exemple d'harmonie sociale et d'intégration sociale". En matière de gestion de l'ensemble de toutes les composantes de la société, le Burundi a réussi à gérer la diversité religieuse et ethnique. " Nous sommes venus voir de nos propres yeux et nous confirmons ce que nous avons entendu. Les Burundais et Burundaises sont unis. Dr Sheikh Mohammad bin Abdoul Karim Al Issa, a exhorté à travailler en fonction des dénominateurs communs pour apporter la paix, la prospérité, et assurer le développement, car ils sont véritablement la source du bien-être d'une société. L'harmonie et la paix sociale constituent une nécessité absolue pour pouvoir vivre pacifiquement", dit-il.

Le Premier Vice-Président de la République dans son allocution a, quant à lui, adressé ses remerciements aux organisateurs de cet événement noble. La réponse à ce rendez-vous par le Secrétaire Général de la Ligue Islamique Mondiale, selon lui, témoigne l'attachement qu'il porte au Burundi et surtout à ses valeurs de paix, de démocratie, de dialogue, et de concertation, de tolérance, de liberté de religions, et de la cohabitation pacifique dans la diversité. Par ailleurs, l'organisation de ce séminaire jette un éclairage supplémentaire sur la collaboration de l'Institution de l'Ombudsman et les Leaders des confessions religieuses dans le renforcement du climat social pacifique de populations de tendances et croyances diverses.



S.E. Gaston SINDIMWO, 1^{er} Vice Président de la République prononce l'allocution de circonstance

Lors des présentations, le premier paneliste a indiqué que pour qu'il y ait coexistence, la conviction est que toutes les parties prennent leurs responsabilités, inclure toutes les parties, religions, et éduquer les cœurs avec un sens conciliant.

Pour le second paneliste « toutes les religions sont descendues du ciel et ont un même Créateur ». Des relations de bienfaisance entre les musulmans et non musulmans doivent être établies. En plus, les communautés doivent garantir la liberté pour tous ». Le troisième paneliste a, de son côté a invité les gens à cesser de se vanter sur base de leurs appartenances religieuses. Dieu nous a créés avec cette diversité, sinon il aurait créé une seule religion. La coexistence existe dès le début de l’Islam et ce dernier appelle à l’équité et à la justice et montre ce qui est permis et ce qui ne l’est pas, c’est là où résident les avantages de la coexistence. L’exposé du quatrième présentateur est venu poursuivre l’idée de renforcement de la consistance entre les gens des différentes appartenances. « Le Burundi a, dans ses pratiques, respecté la diversité religieuse. Il faut éviter l’extrémisme de tout genre et plutôt avoir un esprit d’ouverture, de tolérance entre les politiques, ethnies et religions », a-t-il dit.



Les panelistes

Le cinquième présentateur fut le représentant du Conseil des Eglises Catholiques, frère Emmanuel NTAKIRUTIMANA. Celui-ci a indiqué que les confessions religieuses sont amenées à apporter leurs contributions sans distinction de groupes. « On ne peut pas vivre ensemble si on ne se connaît pas ; que donc les différentes dénominations se connaissent et aient à partager en commun. Les confessions religieuses travaillent au niveau de la base, intermédiaire et supérieur pour la promotion de la paix, de la coexistence politique », a-t-il conclu.

Les interventions des participants se basaient aussi sur la réaffirmation de la réalité d’une coexistence au Burundi, vue la collaboration et l’implication des différentes tendances dans les travaux d’intérêt public organisés par le pays. « Dieu a créé des peuples de tendances différentes pour qu’ils se connaissent, pas des problèmes des religions au Burundi entre les musulmans et non musulmans », un des intervenants l’a souligné. En vue de renforcer cette coexistence, un autre intervenant a demandé que, lors des fêtes nationales comme par exemple la commémoration des Héros de la Démocratie et de l’Indépendance, les messes de requiem soient aussi célébrées dans leurs Eglises au lieu que ce soit l’Eglise Catholique qui se charge elle seule de son organisation.



Photo de famille

IV. Visite de l'Association des Femmes Musulmanes du Burundi, AFEMUBU.

Après la tenue de l'atelier à l'Hôtel Royal Palace en date du 15 janvier 2019 l'Ombudsman de la République et le Secrétaire Général de la Ligue Islamique Mondiale ont visité l'Association des Femmes Musulmanes au Burundi (AFEMUBU) située en zone Buyenzi.



Siège de l'AFEMUBU

Vue partielle des femmes musulmanes regroupées au sein de l'AFEMUBU

Dans son allocution, l'Ombudsman a remercié le Représentant de la Ligue Islamique Mondiale pour son message à la Nation Burundaise, un message d'amour, d'unité entre les religions, du renforcement de l'entente mutuelle : "Notre diversité est notre Force".



De g.à.d. le Représentant de la LIM au Burundi, le SGLIM, S.E. l'Ombudsman de la République (au micro en train de prononcer son discours)

Dr Sheikh Mohammad bin Abdoul Karim Al Issa, appelle les musulmans et non musulmans à s'aimer les uns des autres. " Le Burundi a de bons leaders", a-t-il dit. Du coup, il lance un appel à la population à bien collaborer avec les autorités.



Quant à l'AFEMUBU, la responsable a indiqué que cette association contribue dans la promotion de l'encadrement des filles et femmes musulmanes en vue de participer au développement intégral de la femme musulmane, c'est-à-dire tant sur le plan spirituel, que social, culturel et économique, en faisant fructifier leurs faibles moyens. Tout en prêchant la doctrine islamique, l'association s'investit également dans la promotion de l'éducation auprès des orphelins.

Elle sollicite un appui financier pour réaliser ces nobles missions, ainsi que des facilitations à l'octroi des bourses d'études aux filles musulmanes, et enfin, une aide spécifique aux membres de l'AFEMUBU en vue d'accomplir le 5^e pilier de l'Islam.

V. Le Secrétaire Général de la Ligue Islamique Mondiale a été reçu en audience par le Président de la République du Burundi dans son palais à Ngozi

Son Excellence Pierre NKURUNZIZA, Président de la République du Burundi, a accordé une audience au Secrétaire Général de la Ligue Islamique Mondiale, Dr Sheikh Mohammad Bin Abdoul Karim Al Issa. C'était dans l'avant midi du mercredi 16/01/2019 à Ngozi.



Audience : au milieu S.E le Président de la République, à son droit, l'Ombudsman et à sa gauche le SGLIM

Photo de famille

Le S.G de la Ligue Islamique, dans une interview qu'il a, par après, accordée aux journalistes, a annoncé que les échanges portaient sur les liens fraternels entre le Burundi et l'Arabie Saoudite. Il a exprimé sa grande joie et le bonheur d'être au Burundi, un pays où, selon toujours lui, S.E le Président de la République prône la tolérance et la coexistence pacifique entre toutes les composantes de la société. «C'est une volonté qui émerge du peuple et qui est canalisée par S.E le Président de la République. Nous espérons que cette collaboration soit durable dans le temps et nous souhaitons aussi apporter un certain nombre d'appoints au développement du Burundi", a-t-il fait savoir.



Le souhait du SGLIM est d'aider dans le développement du pays, d'aider à la prospérité, et de combattre tous les obstacles à ce développement profond et durable.

VI. A Kayanza, l’Ombudsman et le Secrétaire Général de la Ligue Islamique Mondiale tiennent une réunion à l’endroit des Leaders et Cadres musulmans des provinces Ngozi, Kayanza, et Muyinga.

Lors de cette réunion, l'Ombudsman a appelé à l'amour du prochain, l'entente mutuelle, renforcement de la paix et la cohabitation pacifique entre différentes composantes de la société. Au cas contraire, aucun projet de développement n'est possible à réaliser.



Après la réunion, les deux illustres personnalités ont accordé une assistance en vivres composée du riz, haricot, farine de maïs, et de l'huile de cuisine à des personnes présentées comme nécessiteuses. L'activité s'est déroulée au stade Gatwaro de Kayanza.



S.E. l'Ombudsman de la République et le Secrétaire Général de la Ligue Islamique Mondiale Offrent les vivres aux nécessiteux de Kayanza

L'Ombudsman de la République, ensemble avec le Secrétaire Général de la Ligue Islamique Mondiale, ont offert des vivres aux personnes les plus nécessiteuses. Les cérémonies de remise de ces vivres ont eu lieu au Stade Gatwaro à Kayanza, et dans les enceintes de l'Ecole Technique de Ngozi.

VII. Lancement officiel d'une campagne d'opération de la cataracte des yeux au Centre Hospitalier de la Communauté des Eglises Emmanuel dit "Chez Johnson".



Le SGLIM en visite au Centre Hospitalier de la Communauté des Eglises Emmanuel

En compagnie de l'Ombudsman de la République du Burundi, le Secrétaire Général de la Ligue Islamique Mondiale, a lancé le jeudi 17 janvier 2019, une campagne d'opération de la

cataracte des yeux au Centre Hospitalier dit " Chez Johnson" en zone Gihosha de la mairie de Bujumbura, où 250 cas de patients vont être opérés gratuitement sur prise en charge du SGLIM.



De dr. à g.à l'avant-plan : Dr Benjamin, (médecin à ce centre), l'Ombudsman, le SGLIM, l'Assistante du Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida

L'Assistante du Ministre de la Santé Publique et de la lutte contre le Sida qui était sur les lieux a apprécié ces initiatives d'accompagner le Gouvernement du Burundi dans ses programmes sociaux de développement. Elle a saisi l'occasion pour demander le renforcement des capacités des agents et cadres du Ministère de la Santé en matière du dépistage et du traitement de la cataracte ainsi que l'appui en matériel suffisant.

NTAKIYIRUTA Phinéas, Représentant Légal de la Communauté des Eglises Emmanuel a lui aussi salué cette bonne action et surtout du fait d'avoir choisi ce Centre Hospitalier. Il leur a souhaité plein succès.

Dans son allocution, le S.G de la Ligue Islamique Mondiale a remercié le Tout Puissant de l'opportunité qu'il leur a accordée afin de contribuer aux œuvres de bienfaisance. Il a indiqué que le leitmotiv a été les liens de fraternité humaine entre l'Arabie Saoudite et le Burundi. Il a en outre déclaré que sa visite à ce centre hospitalier s'inscrit dans le cadre de la collecte des données de terrain pour évaluer les besoins des établissements tant publics que privés qu'il envisage de soutenir. Il salue aussi le fait de constater que les soins sont apportés sans distinction aucune.

Dans l'après-midi, l'Ombudsman de la République et son Hôte ont officiellement remis une maison à Buterere à une femme indigente de cette localité. Les activités de la journée ont été clôturées en participant aux cérémonies de mariage de dix couples musulmans appuyés par le Secrétaire Général de la Ligue Islamique Mondiale.

VIII. Le Secrétaire de la Ligue Islamique Mondiale clôture sa mission de 6 jours au Burundi où il avait répondu à l'invitation de l'Ombudsman burundais.



Départ du SGLIM et sa délégation après sa visite de 6 jours au Burundi

Dans un point de presse à l'Aéroport International de Bujumbura, le S.G de la Ligue Islamique a exprimé ses sentiments de gratitude à S.E le Président de la République du Burundais pour lui avoir accordé une audience et échangé sur le opportunités de coopération entre la Ligue Islamique, le Royaume de l'Arabie Saoudite en général et le Burundi.

Il a indiqué qu'ils ont également échangé sur la façon de relever tous les défis allant à l'encontre du développement du pays.



A l'aéroport International de Bujumbura, le SGLIM accorde une interview aux médias

Selon le S.G de la Ligue Islamique Mondiale, ça a été une occasion de constater la réalité burundaise en matière de paix, de cohabitation pacifique dans la diversité, et de l'esprit de leadership de S.E Pierre NKURUNZIZA, Président de la République du Burundi, dans sa relation avec la population. Le S.G de la Ligue Islamique Mondiale a déclaré la nécessité d'apporter son appui au développement durable du pays dans les domaines divers notamment la santé, le socioéconomique, l'alimentaire. Il a remercié infiniment l'Ombudsman pour son rôle d'encadrement pendant son séjour, mais aussi et surtout pour sa contribution dans la cohabitation pacifique entre les confessions religieuses et souhaite que l'Ombudsman soit le point focal dans la mise en œuvre des projets appuyés par la Ligue Islamique Mondiale au Burundi.



Le Chef de Cabinet de l'Ombudsman au micro lit le communiqué de clôture

L'Ombudsman salue les bonnes relations entre le Burundi et la Ligue Islamique et surtout qu'elle compte appuyer le Gouvernement burundais par l'octroi de logements décents aux sinistrés de Gatumba, l'implantation de cinquante forages d'eau potable, la construction de l'Université des Collines, l'appui au sport dans le cadre de consolider la paix et l'harmonie sociale. L'Ombudsman a en outre exprimé ses sentiments de gratitude à l'endroit du S.G de la Ligue Islamique pour avoir promis à appuyer le renforcement des capacités de l'Institution de l'Ombudsman et la construction d'un Centre de médiation abritant aussi l'Institution.

Ferdinand NDIHOKUBWAYO

Remise officielle d'un véhicule minibus à l'Institution de l'Ombudsman par l'Ambassadeur de la République Populaire de Chine au Burundi.

En date du 29 janvier 2019, l'Ambassadeur de la République Populaire de Chine au Burundi, Mr LI Changlin, a officiellement remis un véhicule minibus à l'Institution de l'Ombudsman. Les cérémonies ont eu lieu au siège de l'Institution et ont été précédées par un entretien entre les deux personnalités.



Après la remise de la clé à l'Ombudsman

Dans une interview accordée aux médias, l'Ambassadeur de Chine se dit très heureux pour avoir accompli ce geste. Il salue les relations de coopération entre le Burundi et la Chine et a indiqué que le renforcement des capacités en matière de fonctionnement de l'administration burundaise figure dans les programmes de coopération avec la Chine. En plus, il a indiqué que l'Institution de l'Ombudsman reste encore jeune d'où elle a besoin non seulement du soutien de la part de l'administration centrale du pays mais également l'appui de ses partenaires pour le développement, comme la Chine. «Les portes de la Chine restent ouvertes à toute idée de collaboration avec l'Institution de l'Ombudsman pour l'aider à l'amélioration du rendement de son fonctionnement", a-t-il conclu.



L'Ambassadeur de Chine au Burundi (au micro) répondant aux questions de la presse

A son tour, l'Ombudsman de la République a apprécié les bonnes relations qui existent entre la Chine et le Burundi. Et d'ajouter que ce don de véhicule minibus va faciliter le déplacement du personnel au service mais aussi les missions effectuées à l'intérieur du pays.



De g.à d. l'Ambassadeur de Chine au Burundi et l'Ombudsman de la République (au micro)

En tant qu'une institution jeune, l'Ombudsman remercie l'Ambassadeur de Chine de ces initiatives et souhaite que ce genre de geste puisse continuer dans le renforcement des capacités du personnel et dans le domaine informatique par l'octroi de machines ordinateurs.



Photo de famille du personnel de l'Institution de l'Ombudsman et l'Amb. Chinois au Burundi

Après la remise officielle du minibus à l'Institution de l'Ombudsman qui a eu lieu dans l'avant-midi, la soirée a été marquée par le partage d'un verre d'amitié avec l'Ambassadeur de la République Populaire de Chine et le personnel de l'ambassade, en présence des cadres de l'Institution de l'Ombudsman.



Partage d'un verre entre l'Ombudsman (à gauche) et l'Amb. chinois (à droite)

L'Ombudsman a salué les relations entre la Chine et le Burundi qui se consolident de jour en jour. Il remercie également le soutien que la Chine ne cesse de manifester en restant aux côtés du Burundi. "La vraie amitié c'est la fidélité, ce qui est rare. Nous sommes heureux de vous compter parmi les rares. Le Burundi restera lui aussi à vos côtés", a-t-il dit. "Notre Institution évolue dans une situation socioéconomique que vous connaissez". Il demande de toujours appuyer l'Institution dans son fonctionnement.



L'Ambassadeur de la Chine au Burundi a remercié l'Ombudsman pour l'avoir invité à ce dîner amical à sa Résidence. Il a saisi l'occasion pour lui souhaiter les meilleurs vœux de bonheur et de bonne santé.



L'ambassadeur de Chine prononce son allocution au cours du dîner

Il a indiqué que les diplomates chinois sont animés de sentiments de missions claires qu'ils comptent accomplir au Burundi. "En Chine, nous considérons que les bonnes relations avec le Burundi reposent nécessairement sur la meilleure compréhension entre les deux peuples. Chez nous, nous n'avons pas d'Institution de l'Ombudsman mais une structure similaire. Au niveau politique, nous avons un soutien mutuel. Nous sommes conscients des difficultés que rencontrent le Burundi dans son fonctionnement et en matière du renforcement des capacités", a-t-il conclu.

Ferdinand NDIHOKUBWAYO

Visite de Son Excellence l'Ombudsman de la République à Niamey en République du Niger

En date du 1^{er} Février 2019, Son Excellence l'Ombudsman de la République, Hon. Edouard NDUWIMANA, a pris l'avion à destination de Niamey, capitale de la République du Niger pour une visite de travail.

A son arrivée, le lendemain, il a été accueilli par son homologue, le Médiateur du Niger, Maître Ali SIRFI MAIGA. Dans un entretien en tête-à-tête, les deux personnalités ont échangé sur les missions dévolues à leurs institutions. Son Excellence l'Ombudsman de la République a fait savoir que l'Institution de l'Ombudsman est une émanation de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi signé le 28 août 2000 à Arusha. Aux termes de l'article 7 du chapitre II en son point 18g, l'Accord préconise « la création d'un poste de Médiateur d'Etat (Ombudsman) ». Ce vœu ultime a été pris en considération et les missions l'Ombudsman ont été consignées dans la Constitution de la République du Burundi.

L'Ombudsman de la République a indiqué qu'en plus de sa mission principale de médiation, le Président de la République peut confier à l'Ombudsman des missions spéciales de rapprochement et de réconciliation sur des questions générales concernant les relations avec les forces politiques et sociales, ainsi que des missions particulières e rapport avec les questions de réconciliation et de paix au niveau régional ou international.

L'Ombudsman de la République, Hon. Edouard NDUWIMANA, a été reçu en audience par le Premier Ministre de la République du Niger, Son Excellence BRIGI RAFINI. Au cours de leur entretien, Son Excellence l'Ombudsman de la République a fait savoir au Premier Ministre que la situation sociopolitique qui prévaut au Burundi est très bonne. Toutefois, il noté que le Burundi fait face aux défis qui sont communs à tous les pays du monde, notamment les changements climatiques, la menace du terrorisme, etc.

Et d'ajouter que le Burundi a connu une campagne de diabolisation orchestrée par certains cadres de l'Union Européenne. Cette situation poussait chaque fois l'Organisation des Nations Unies à inscrire sur son agenda le Burundi, alors que la paix et la sécurité sont une réalité au Burundi depuis belle lurette.

Le Premier Ministre du Niger, Son Excellence BRIGI RAFINI, a remercié l'Ombudsman de la République du Burundi pour son passage à la Primature de la République pour lui faire part de la situation qui règne au pays. Il a félicité le Gouvernement du Burundi pour ses efforts inlassables de participation à la restauration et la consolidation de la paix dans la sous régions et dans le monde.

Juma RUKUMBI

Les Ombudsmans et Médiateurs Africains engagés pour faire de l’Afrique un véritable havre de paix

Sur invitation de l’Ombudsman de l’Afrique du Sud, Président de l’Association des Ombudsmans et Médiateurs Africains (AOMA) et Président du Conseil d’Administration du Centre de Recherche des Ombudsmans Africains (CROA), Son Excellence l’Ombudsman de la République, Hon. Edouard NDUWIMANA, a effectué une mission de travail du 10 au 17 mars 2019, à Durban en Afrique du Sud. Au cours de cette visite, l’Ombudsman de la République a participé à trois réunions importantes :

1° En sa qualité de membre du Conseil d’Administration du CROA, il a participé à une réunion de cette institution qui a dans ses attributions l’organisation d’activités de renforcement des capacités des Ombudsman / Médiateurs et de leurs collaborateurs. Au cours de cette séance, les Ombudsmans et Médiateurs Africains ont analysé les différentes origines des ressources en vue de financer les activités du CROA. Ils ont également procédé au remplacement du Directeur Exécutif de ce Centre qui venait d’être nommé à d’autres fonctions.



L’Ombudsman burundais en réunion du Conseil d’Administration du CROA

2° En second lieu, l’Ombudsman de la République, Hon. Edouard NDUWIMANA, a participé à la Réunion Régionale de l’Institut Internationale des Ombudsmans (IIO), une Institution à laquelle l’Institution burundaise venait d’adhérer et d’être agréée il y avait à peine six mois. C’était pour la première fois que le Burundi participe aux réunions de cet Institut, qui est basée à Vienne en Autriche.

Les Ombudsmans et Médiateurs ont analysé la coopération au sein de l'Association des Ombudsmans et Médiateurs Africains et cet Institut et la possibilité de mettre en place un Secrétariat Permanent qui va coordonner et encadrer les activités de l'Association.

3° En dernier lieu, l'Ombudsman de la République a participé à une formation de haut niveau sous forme de Conférence autour du thème : « La médiation et la négociation », lequel séminaire regroupait 80 participants venus de 21 pays. Ils ont également analysé la contribution des Ombudsmans en matière de médiation. Ce séminaire est venu au bon moment surtout que les Nations Unies venaient de déclarer l'Afrique sans conflits jusqu'à l'horizon 2020. C'était une occasion pour les Ombudsmans et Médiateurs Africains d'échanger pour que cette déclaration des Nations Unies puisse être mise en application.



Photo de famille des participants à la formation

C'était une occasion pour l'Ombudsman burundais d'exprimer sa vision sur le rôle des Institutions nationales de médiation en ce qui concerne le renforcement de la paix, la cohésion sociale et l'appropriation des techniques de médiation et de négociation par leurs Institutions.

L'Ombudsman de la République a également eu l'opportunité de rencontrer le Directeur Régional de l'Organisation d'Aide d'Urgence au Développement, un organe technique du Secrétariat Général de la Ligue Islamique Mondiale. Ils ont échangé sur les modalités pratiques de la mise en application des promesses faites par le Secrétaire Général de la Ligue Islamique Mondiale lors de sa mission au Burundi, au début du mois de Janvier 2019. Pour rappel, au cours de sa visite au Burundi, le Secrétaire Général de la Ligue Islamique Mondiale avait notamment promis d'appuyer le Gouvernement du Burundi dans la mise en application de certains programmes, notamment la construction des maisons pour les personnes déplacées

suite aux crues de la rivière Rusizi, à Gatumba, mais aussi d'appuyer la population en procédant aux forages dans certaines provinces du pays et bien d'autres projets.

Le Directeur Régional a promis à l'Ombudsman qu'il va très prochainement envoyer ses équipes techniques pour analyser avec les Ministères concernés, notamment le Ministère de la Solidarité Nationale et le Ministère de l'Eau et de l'Energie pour voir comment mettre en application les différentes promesses.



De retour de sa mission, l'Ombudsman a accordé une interview aux média

Enfin, comme il a toujours l'habitude de le faire lors de ses déplacements à l'étranger, Son Excellence l'Ombudsman de la République a rencontré les Burundais vivant à Durban. Ils ont échangé sur la situation politico-sécuritaire qui prévalait au Burundi. Les échanges ont été très fructueux malgré une certaine nervosité affichée par certains d'entre-eux, ce qui est tout à fait normal pour l'Ombudsman. En effet, l'Ombudsman est quelqu'un qui a besoin d'entendre les différentes opinions pour pouvoir faire quelques observations avisées au Gouvernement, afin qu'en retour il puisse prendre des décisions adéquates.

Juma RUKUMBI